



Mouvement  
des Entreprises de France  
**MEDEF**

Monsieur le Premier ministre  
Hôtel de Matignon  
57, rue de Varenne  
75700 Paris

Paris, le 22 juillet 2013

*Le Président*

Monsieur le Premier ministre,

Le Grenelle de l'environnement a institué, dès 2009, le principe d'une écotaxe prélevée sur le transport routier de marchandises. Ce prélèvement, qui doit entrer en vigueur le premier octobre prochain, aura pour conséquence d'augmenter annuellement les prélèvements obligatoires de 1,2 milliards d'euros sur l'ensemble des entreprises françaises.

Aujourd'hui, les adhérents du MEDEF quels que soient leurs secteurs d'activité, transporteurs routiers, industriels ou distributeurs, me font part de leur grande inquiétude sur la possibilité de mettre en œuvre cette écotaxe dans les meilleures conditions au premier octobre, tant pour des raisons techniques que réglementaires.

L'arsenal législatif et réglementaire est très lourd et complexe, des retards ont été pris, ils sont imputables aux pouvoirs publics. Les entreprises sont donc dans l'impossibilité d'intégrer ces dispositions dans leur processus d'exploitation et de production.


Par ailleurs, ces difficultés opérationnelles se doublent d'une question d'opportunité sur le plan économique à l'heure où l'économie du transport, comme l'ensemble de l'économie française, sont très touchés par une situation économique dégradée.

De plus, compte tenu des mécanismes de répercussion auprès des clients industriels prévus par la loi, c'est un prélèvement de 1,2 milliards d'euros qui s'appliquera dès 2014 sur l'ensemble des entreprises françaises, réduisant encore d'autant leurs marges et leur capacité d'investissement et d'embauche.

Je vous demande en conséquence, au nom des 800 000 entreprises adhérentes du MEDEF, de bien vouloir envisager de reporter la mise en œuvre de l'écotaxe à une date qui permettra une entrée en vigueur dans les meilleures conditions tant sur le plan opérationnel que sur le plan de la soutenabilité économique pour nos entreprises et pour l'économie de notre pays.

Je connais votre engagement et votre détermination à vouloir redresser la compétitivité de notre pays et des entreprises françaises. Ce report serait un geste apprécié et une marque de confiance pour l'ensemble des entreprises de France.

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier ministre, à l'assurance de ma haute considération.



---

Pierre GATTAZ